



Décision individuelle

N° 2022-369

Pétitionnaire : société GEOLITHE, représentée par Monsieur MAURO Lionel, pour le compte du Parc national du Mercantour
Adresse : 613 Avenue de Grasse 06370 MOUANS-SARTOUX
Nature de la demande : Survol motorisé en cœur de Parc national, prises de vues et de sons dans un cadre professionnel
Nom du projet : étude géomorphologique du vallon de la Réserve Intégrale de Roche Grande à Entraunes,
Localisation : Entraunes

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

Vu le décret n°2021-1148 du 4 septembre 2021 portant création de la réserve intégrale de Roche Grande dans le cœur du parc national du Mercantour,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la demande formulée en date du 25 juillet 2022 par le Service Territorial Var-Cians du Parc national du Mercantour, représentée par Mme DENTZ Clémentine,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 21 septembre 2022,

Considérant l'axe prioritaire des orientations stratégiques du plan de gestion de la réserve intégrale (« OPÉRATION TRA 6B – Réaliser une cartographie LiDAR topographique/infrarouge »),

Considérant le contexte géomorphologique particulier du territoire de la réserve intégrale du fait d'un bassin versant, très sensible aux épisodes météorologiques violents, et susceptible d'être exposé à des phénomènes extrêmes dans un contexte de changement climatique,

Considérant que cette dynamique climatique potentiellement très forte et dont la trajectoire est incertaine, conditionne la réponse des écosystèmes qui s'expriment sur le territoire de la réserve,

Considérant que, dans le cadre du Plan de relance national 2020-2022, l'IGN a engagé des campagnes de relevés LiDAR sur le département des Alpes Maritimes,

Considérant l'intérêt de compléter cette campagne de relevés LiDAR par une étude géomorphologique afin d'accroître la connaissance scientifique en matière de géomorphologie sur le territoire de la réserve intégrale et plus largement sur le bassin versant du Bourdous,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels de la réserve intégrale de Roche Grande et de ses évolutions dans le temps,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Considérant que la demande porte sur l'accès pédestre au sein de la Réserve Intégrale, sur la réalisation d'images aériennes permettant d'établir une étude géomorphologique du vallon de la Réserve Intégrale de Roche Grande à Entraunes et sur le survol d'un drone pour la réalisation des prises de vue (images et vidéos) à des fins d'études scientifiques.

Considérant qu'à ce titre, le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

Considérant toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement en période de reproduction,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société GEOLITHE [SIRET 38780859500103], représentée par Monsieur MAURO Lionel, et exerçant pour le compte du Parc National du Mercantour, est autorisée

- à accéder à pied au sein de la Réserve Intégrale ;
- à effectuer des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel en réserve intégrale dans le cœur du Parc national ;
- à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national dans le cadre d'une reconnaissance scientifique pour une étude géomorphologique de la Réserve Intégrale de Roche Grande à Entraunes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'accès au site

2.1. En dehors des voies ouvertes à la circulation publique des véhicules terrestres motorisés, l'accès au site se fera uniquement par voie pédestre.

- Prescriptions relatives aux prises de vues réalisées à l'aide de moyens aériens

2.2 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du télépilote : MEIGNAN Thomas ou PINTUS Michael
type d'appareil : drone – Matrice 300 RTK
n° de l'appareil : ed-1ZN3JBQ001Y007

2.2. Les télépilotes sont tenus de respecter strictement la « zone de survol autorisé ».

2.3. Dans le cœur du parc national, le survol à basse altitude reste interdit en-dehors de la zone autorisée figurant sur ce plan.

2.4. L'autorisation dérogatoire de survol est soumise au strict respect des modalités d'information préalable et de la période définies à l'article 3 ainsi que des plans de vols annexés à la présente.

2.5. Les survols du drone seront réalisés exclusivement en « vol en vue », selon des trajectoires rectilignes ; pas plus d'un appareil en vol simultanément.

2.6. Le survol de rassemblement de personnes ou d'animaux à une altitude inférieure à 120 m du sol est interdit. Une surveillance à distance devra être mise en œuvre afin d'anticiper les situations concernées et d'adapter les trajectoires, en veillant tout particulièrement à éviter tout dérangement des vautours (fauves, moines et gypaètes barbus) et des bouquetins potentiellement présents sur l'ensemble de la zone. En cas de présence de rapaces à moins de 100 mètres, l'engin devra impérativement et immédiatement être ramené au sol.

2.7. Les survols sont autorisés aux heures de la journée présentant une activité moindre de la faune sauvage soit de 9h00 à 18h00 seulement.

- Prescriptions relatives aux prises de vues et de sons

2.8. Les prises de vues et de sons sont exclusivement réservées à :

- un usage scientifique, incluant l'illustration du rapport d'étude ;
- l'illustration d'actions pédagogiques ou de communication prévues par le plan de gestion de la réserve.

2.9. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les supports illustrés de ses photographies, y compris site Internet, la mention suivante : « Les photographies réalisées dans la réserve intégrale de Roche Grande ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) ».

- Prescriptions relatives à la transmission des données de l'étude

2.10. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections, un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches.

- Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision

2.11. Toute publication liée au projet d'inventaire de la biodiversité du cœur du parc national devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation de la directrice du Parc national du Mercantour ».

2.12. Une version numérique de toute publication liée au projet d'inventaire de la biodiversité du cœur du parc national devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée du 26 septembre au 31 octobre 2022 à la condition expresse d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour de la date de déroulement de l'opération sur le terrain.

Le bénéficiaire devra obligatoirement contacter par mail le chef ou l'adjoint du service territorial concerné avant d'engager toute opération et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Cette information devra être effectuée au minimum 48 h à l'avance par courriel.

Contacts

- Service territorial Haut-Var Cians

chef de S.T : DENTZ Clémentine (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr) 06 13 95 13 26

adjoint : LOIREAU Jean-Noël (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr) 06 24 70 22 29

☎ : 04.93.05.59.43 / 06.24.70.22.29

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 27 septembre

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Var-Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.